

Les revenus des fonctionnaires

Comment parfaire les mécanismes de lutte contre la corruption des fonctionnaires ? C'est une question à laquelle s'efforce de répondre une étude publiée le 28 mars dernier par l'Initiative pour la restitution des avoirs volés (Star) de la Banque mondiale et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime^(*). Au titre des recommandations principales figure l'obligation pour les agents publics de déclarer leurs avoirs, leurs revenus et leurs intérêts. Pour les auteurs du rapport, «la déclaration des avoirs et des revenus contribue à créer un climat d'intégrité au sein de l'administration publique, incite les citoyens à avoir confiance dans les hauts fonctionnaires et, en fin de compte, prévient et permet de détecter l'exploitation des charges publiques à des fins privées». Le rapport, qui est la première étude des textes et des pratiques concernant la déclaration des informations financières menée à l'échelle mondiale (il s'agit de textes de loi de 88 pays relatifs à cette même déclaration et de 11 études de cas), parvient, notamment, à une autre conclusion que les systèmes de déclaration des avoirs sont d'autant plus efficaces que des mécanismes crédibles de détection et de sanction des infractions existent.

En donnant une description générale

rale des différents types de systèmes de déclaration des avoirs et des revenus (Income and Assets Disclosure – IAD), le document cherche à asseoir des capacités et des liens institutionnels efficaces.

«Les citoyens veulent que leurs représentants fassent honnêtement état de leurs revenus et de leurs avoirs, pour s'assurer qu'ils ne pillent pas les coffres de l'État ou accumulent des richesses mal acquises», explique Jean Pesme, coordinateur de l'Initiative pour la restitution des avoirs volés. Dans le même temps, «cela contribue à créer un climat d'intégrité et de confiance dans les hauts fonctionnaires de l'État». Rappelons que, d'un point de vue plus contraignant, la mise en place des systèmes de déclaration financière pour les agents publics est par ailleurs préconisée par la Convention des Nations unies contre la corruption (Cnuc), qui est entrée en vigueur en 2003 et qu'ont ratifiée ou à laquelle ont adhéré 159 pays.

Parmi les sujets qu'elle aborde figurent les questions difficiles des objectifs et de la portée de l'obligation de déclaration des informations financières, des méthodes de vérification, des sanctions et de leur application, et du sujet souvent controversé de l'accès du public aux informations communiquées. L'étude

fait également valoir que le contexte importe et présente des recommandations concrètes pour ajuster les régimes de déclaration des avoirs et des revenus aux situations particulières des différents pays.

La publication se compose de deux volumes : le Volume I est destiné aux experts (décideurs et praticiens concernés par les questions de déclaration des avoirs et des revenus), ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux outils et aux procédures de lutte contre la corruption. Le guide examine successivement les modalités institutionnelles et les cadres réglementaires des systèmes IAD, la portée et la couverture de ces systèmes, et les capacités institutionnelles dont ont besoin les organismes d'exécution pour s'acquitter de leur mission.

Le Volume II est un exercice de droit comparé. Il examine les systèmes IAD de dix économies (Argentine, Croatie, États-Unis, Guatemala, Indonésie, Jordanie, Mongolie, République kirghize, Rwanda et Slovaquie) et d'une région administrative spéciale (RAS de Hong Kong, Chine).

Cinq conclusions principales sont soulignées :

1- L'importance du contexte et des objectifs (pour qu'un système IAD soit efficace, il est essentiel d'adapter sa conception et de veiller avec soin à son application) : en l'occurrence, il faut savoir où mettre les pieds et s'assigner des buts précis.

2- L'importance cruciale de l'adaptation du système (la portée et la couverture d'un régime IAD efficace et crédible doivent être fonction du profil de risque du pays considéré et de ses capacités en termes de ressources) : il ne s'agit pas ici de faire du mimétisme, de la greffe ou du «copier-coller» mais d'adopter une démarche «bottom-up» qui parte de la base pour remonter aux plus hauts niveaux.

3- L'examen crédible des informa-

tions produites par les déclarations des avoirs et des revenus (les problèmes qui se posent en la matière tiennent à l'insuffisance des ressources internes et des capacités de gestion des données) : en l'espèce, il s'agit d'accroître les capacités de collecte, contrôle, de vérification et de gestion des informations.

4- L'importance d'assurer au système IAD impact et crédibilité, pour pouvoir exercer, «à la fois, une menace crédible de détection des infractions (notamment la non-divulgaration d'informations ou la soumission de données en retard/fausses) et une menace crédible de répercussions en cas d'infraction» : il ne suffit donc pas d'inscrire le délit dans la loi, encore faut-il le réprimer efficacement tout en préservant les droits légitimes des intéressés.

5- L'accès du public aux déclarations (en conciliant cette préoccupation avec le droit de la personne soumettant la déclaration à protéger sa vie privée) : lettres anonymes et dénonciations arbitraires peuvent instaurer un climat de suspicion (dans lequel sévissent mouchards et règlements de comptes) susceptible de mettre en cause tout le système.

La Banque mondiale aborde ici une question fondamentale, au croisement de toutes les constructions juridiques et politiques d'un État moderne. William Bourdon, avocat au Barreau de Paris et fondateur de l'association Sherpa, dont le but est «de défendre les victimes de crimes commis par des opérateurs économiques», estime qu'il est «crucial pour la démocratie de mettre en œuvre des sanctions plus dissuasives, pour pénaliser des comportements qui pervertissent les institutions politiques et l'espace public».

«La corruption est un cancer pour l'État de droit, la démocratie et le développement. S'agissant du développement, la corruption est plus une source de paupérisation dans les pays pauvres que dans les pays riches.



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Mais elle reste un poison qui peut mithridatiser à chaque instant la république. Elle est d'abord un facteur de privatisation de l'espace public. Elle aggrave d'une façon nette la perte de confiance (...) entre les citoyens et ceux qui sont chargés d'incarner le bien public et l'intérêt général.

Elle pousse ceux qui en sont les acteurs à violer la séparation des pouvoirs. Parce que quand on corrompt ou quand on profite de sa fonction, pour s'enrichir, on n'a qu'une obsession : organiser son impunité. Nécessairement, on fait se retourner dans sa tombe Montesquieu : on méprise les juges, on les contourne. La corruption sous toutes ses formes est un danger extrême pour la démocratie et in fine elle aggrave les problèmes de cohésion sociale, alors que celle-ci est un ferment absolument indispensable de l'unité et de la solidarité nationales».

A. B.

(*) *Public Office, Private Interests : Accountability through Income and Asset Disclosure (Postes publics, Intérêts privés : responsabilisation par la déclaration des avoirs et des revenus)*, disponible en anglais sur www.worldbank.org/star.

(**) On pourra lire son texte sur : <http://www.laviedesidees.fr/Sanction-ner-la-corruption.html>.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Taleb El Ibrahim et Abbas Terki ont l'immense douleur de faire part du décès de

Abbas Terki Rachida née Taleb El Ibrahim
à l'âge de 83 ans.

L'enterrement a eu lieu hier au cimetière de Sidi M'hamed.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

CONDOLÉANCES

Fouad Boughanem et Nacer Belhadjoudja présentent leurs sincères condoléances à leurs amis Abbas Terki Bachir et Francis Ahmed suite au décès de leur chère respectivement mère et grand-mère Abbas Terki Rachida née Taleb El Ibrahim et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Que Dieu Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Pourquoi il est primordial de ne pas insulter les musées !

Leïla Trabelsi, l'épouse de Ben Ali, a écrit un livre. Un essai présenté d'ores et déjà comme un best-seller par tous les...

... grands bijoutiers de la planète !

Oui ! Il y a moult raisons de respecter les musées. Il en est une qui est d'une actualité affligeante. Il faut respecter les musées et donc cesser d'appeler à mettre le FLN de Belkhadem au musée parce que le spectacle donné actuellement est ignoble de fatuité criminelle. L'Empastillé qui fait soudre les portes du siège du parti à Hydra afin d'empêcher les redresseurs, ou les redresseurs bis, ou les correcteurs de trajectoire révolutionnaire, ou les sages animés par l'envie de ne pas voir le parti imploser — je ne sais plus — de tenir comité et de retirer confiance à l'actuel secrétaire général. Les mecs ont, malgré ces scellés, tenu leur réunion et ont pondu un communiqué qui augure encore de longs jours de langue de bois dans cette formation d'ébénistes professionnels. Il y est, entre autres, dit que le retrait de confiance à Belkhadem est motivé par le fait que ce personnage travaillerait en fait pour «d'autres forces politiques». Mon Dieu ! Est-il si difficile de prononcer le mot «islamistes» ? Est-ce phonétiquement et sémantiquement impossible à dire ? Essayez juste un peu, que diable ! ISLAMISTES ! INTÉGRISTES ! Mais, par-dessus toutes ces fadaïses politiques, ces entrecats discursifs, ces fonds de teint qui ne dissimulent rien finalement, il y a ce «réveil miraculeux» de centaines de personnes, d'adultes

libres et consentants qui font aujourd'hui semblant de découvrir que l'Empastillé est un intégriste travaillant pour l'intégrisme national et international. Mon Dieu, quelle découverte extraordinaire ! Toutes ces dernières années, vous ne le saviez pas, yek ? Vous pensiez sincèrement que Belkhadem était le prototype même du nationalisme sans attache avec les islamistes hard, re-yek ? Et vous n'aviez pas non plus eu vent des tribulations de ce monsieur avec des têtes de pont de l'intégrisme transnational, notamment l'ambassade d'Iran à Alger ? Bien sûr que non ! Et la rencontre de Laghouat pour dégommer Benflis, vous n'étiez pas non plus au courant ? Et la justice de nuit qui fait parapher même les absents, cela aussi, RAS ? Et là, aujourd'hui, benoîtement, presque en sifflant là-haut sur la colline d'Hydra, vous vous exaltez du stylo en affirmant destituer Belkhadem parce qu'il travaillerait pour des forces politiques autres que la vôtre ? Ya bouguelb ! Quel courage ! Quel tournant révolutionnaire dans vos rangs ! En vérité, rien que pour ça, rien qu'à la vue de ces contorsions d'anguilles sorties de roches diverses, je m'engage ici, aujourd'hui, et solennellement, à militer de toutes mes forces pour sauvegarder le peu de considération et de dignité qui restent à nos pauvres musées si malmenés. Et je m'opposerais de tout mon être aux gens qui reviendraient proposer de mettre le FLN au musée. Au large, profaneurs de musées ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Publicité



Offre spéciale ...

Voyagez d'Alger vers

Paris à partir de

19 999 DA TTC

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

Offre soumise à conditions

www.airalgerie.dz